



Le 2 juin 2026

Madame la Ministre, Monsieur le Ministre
Ministère de la Justice et de la Sécurité publique
Fredericton (Nouveau-Brunswick)

Objet : Reconnaissance et protection du titre de criminologue au Nouveau-Brunswick

Madame la Ministre, Monsieur le Ministre,

Au nom de l'Association professionnelle de criminologie du Nouveau-Brunswick (APCNB), j'ai l'honneur de vous soumettre le mémoire ci-joint à l'appui de la reconnaissance et de la protection du titre de « criminologue » dans notre province.

Au Nouveau-Brunswick, ce titre n'est protégé par aucune loi : toute personne peut s'en réclamer, sans formation reconnue ni encadrement déontologique. Or les criminologues interviennent auprès de personnes vulnérables et éclairent des décisions de justice importantes. La protection du public commande un encadrement clair.

L'APCNB est déjà dotée de statuts, d'un code de déontologie, d'une norme de champ d'exercice et d'un mécanisme de traitement des plaintes. Notre démarche se veut complémentaire des professions déjà réglementées — travail social, psychologie et counseling thérapeutique — et non concurrente.

Nous serions honorés de vous rencontrer afin de présenter notre proposition et d'explorer les voies possibles, notamment un projet de loi de protection du titre. Nos services et notre encadrement sont offerts dans les deux langues officielles.

Je vous prie d'agréer, Madame la Ministre, Monsieur le Ministre, l'expression de notre haute considération.

La présidence

Association professionnelle de criminologie du Nouveau-Brunswick
info@apcnb.ca



Association professionnelle de criminologie du Nouveau-Brunswick
New Brunswick Professional Association of Criminology

June 2, 2026

The Honourable Minister
Department of Justice and Public Safety
Fredericton, New Brunswick

Re: Recognizing and protecting the criminologist title in New Brunswick

Dear Minister,

On behalf of the New Brunswick Professional Association of Criminology (NBPAC), I am honoured to submit the attached brief in support of recognizing and protecting the title of “criminologist” in our province.

In New Brunswick, this title is protected by no law: anyone may claim it, with no recognized training or ethical oversight. Yet criminologists work with vulnerable people and inform important justice decisions. Protection of the public calls for clear oversight.

The NBPAC already has bylaws, a code of ethics, a scope-of-practice standard and a complaints-handling process. Our initiative is meant to complement the professions already regulated — social work, psychology and counselling therapy — not to compete with them.

We would be honoured to meet with you to present our proposal and explore possible paths, including a title-protection bill. Our services and oversight are offered in both official languages.

Please accept, Minister, the expression of our high regard.

The President
New Brunswick Professional Association of Criminology
info@apcnb.ca